

Cote du document: EB 2011/LOT/G.3
Date: 27 juin 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Responsable, Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Jean-Philippe Audinet
Conseiller technique principal
téléphone: +39 06 5459 2305
courriel: j.audinet@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Sommaire

Recommandation d'approbation	1
Première partie - Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Coalition internationale pour l'accès à la terre:

Mobiliser l'engagement pour une gouvernance foncière favorable aux pauvres	3
---	---

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,0 million d'USD.

Première partie - Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Coalition internationale pour l'accès à la terre.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Coalition internationale pour l'accès à la terre: Mobiliser l'engagement pour une gouvernance foncière favorable aux pauvres.
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragées par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services d'appui aux populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'assimilation des enseignements, la gestion des savoirs et la diffusion d'informations sur des thèmes liés à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragées auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Le programme proposé s'inscrit dans le droit fil de l'objectif et des résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons, cités plus haut aux points b), c) et d). De plus, le don correspond bien au premier objectif stratégique de ladite politique et le domaine d'intérêt thématique concernant la base de ressources naturelles et d'actifs économiques des ruraux pauvres, femmes et

hommes; il est par ailleurs conforme à la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme Mobiliser l'engagement pour une gouvernance foncière favorable aux pauvres, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, à l'appui d'un programme d'un an. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Coalition internationale pour l'accès à la terre: Mobiliser l'engagement pour une gouvernance foncière favorable aux pauvres

I. Contexte

1. La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ci-après dénommée "la Coalition") est une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales qui œuvrent de concert pour favoriser l'obtention et la maîtrise par les pauvres, hommes et femmes, d'un accès sûr et équitable à la terre grâce au plaidoyer, à la concertation, à la gestion des savoirs et au renforcement des capacités. La Coalition compte 82 membres, dont le FIDA, lequel siège également au Conseil de la Coalition.
2. La présente proposition de don repose sur un ensemble d'objectifs stratégiques qui constituent les grands axes du nouveau cadre stratégique de la Coalition. Celui-ci présente la Coalition comme protagoniste représentatif et interlocuteur de référence pour les questions de gouvernance foncière sur la scène internationale, une plateforme multipartite qui ouvre la voie à la concertation et encourage l'apprentissage conjoint.
3. Le Secrétariat de la Coalition, au nom de ses membres, soumet la présente proposition au FIDA afin que puissent être mises en œuvre des actions cruciales à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Ces actions sont le fruit de consultations régionales et mondiales tenues dans le cadre du processus de planification de la Coalition.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Dans un contexte mondial en mutation rapide – compte tenu notamment de la récente flambée du prix des denrées alimentaires –, le thème de la gouvernance foncière gagne chaque jour en importance: les terres sont convoitées et contestées et l'accès des populations pauvres à celles-ci est de plus en plus menacé. Alliance de divers acteurs – ONG, organisations de producteurs, syndicats, instituts de recherche et organisations intergouvernementales –, la Coalition doit répondre à un nombre croissant de demandes d'informations et de conseils concernant des problèmes actuels de nature foncière.
5. L'accès à la terre et aux autres ressources naturelles est essentiel pour les groupes cibles du FIDA. Du fait du changement climatique, qui appauvrit la base de ressources naturelles et intensifie la concurrence pour la terre, la concrétisation de cet objectif crucial pour les groupes cibles du FIDA se révèle plus difficile que jamais.
6. La Coalition possède de solides atouts pour parvenir à relever ce défi. La réforme opérée avec succès au cours des trois dernières années lui a permis d'accroître le nombre de ses membres, son influence et ses ressources et d'être en passe de devenir un centre de savoirs et une plateforme de concertation de poids s'agissant de questions foncières. En termes relatifs, la contribution du FIDA au budget global de la Coalition a diminué d'environ 20%, tendance qui devrait perdurer.

III. Le programme proposé

7. Le programme a pour but de permettre aux pauvres, femmes et hommes, d'obtenir et de maîtriser un accès sûr et équitable à la terre afin qu'ils puissent renforcer leur sécurité alimentaire et se libérer de la pauvreté et de la vulnérabilité. Ses objectifs sont les suivants:
 - a) influencer, dans l'intérêt des populations rurales, sur la formulation et la mise en œuvre des politiques foncières nationales;

- b) peser sur les processus et régimes fonciers d'envergure mondiale et régionale à l'appui de politiques et d'une gouvernance foncières favorables aux pauvres; et
 - c) mettre en place un réseau de connaissances de pointe sur la gouvernance foncière, afin de concourir à l'amélioration significative du suivi, du partage et de l'assimilation des savoirs dans le domaine foncier.
8. Les groupes cibles visés par l'action de la Coalition sont les petits exploitants, les paysans sans terre et ceux dont les droits fonciers sont les plus menacés et qui risquent le plus de se voir privés de leur terre, à savoir:
- les petits agriculteurs marginalisés, en particulier les femmes;
 - les populations tributaires de ressources collectives telles que l'eau, les forêts, les pâturages, les parcours et les territoires autochtones; et
 - les populations touchées par des conflits fonciers.
9. Le programme sera exécuté sur un an et comprendra trois composantes associées aux objectifs précités.
10. La Coalition mettra en œuvre le programme par l'intermédiaire de ses membres et utilisera ses programmes et mécanismes – Alliances foncières pour le développement national, initiative de communication sur les questions foncières, pressions commerciales sur la terre, accès des femmes à la terre, et fonds de solidarité d'urgence. L'appui portera également sur des thèmes majeurs à travers l'organisation et le parrainage de la participation des membres de la Coalition à des événements pertinents ainsi qu'à des activités d'apprentissage collectif telles qu'échanges transrégionaux et stages. Des initiatives spéciales de pilotage, de renforcement des capacités et d'autonomisation seront également mises en œuvre.
11. **Composante 1.** Influencer, dans l'intérêt des populations rurales, sur la formulation et la mise en œuvre des politiques foncières nationales. Le but sera de renforcer les droits fonciers des populations rurales et leur accès à la terre, au niveau national et local, et de promouvoir la collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) et les organisations intergouvernementales. Cela permettra de stimuler le dialogue avec les gouvernements et les principales parties prenantes dans le cadre de processus nationaux concernant la terre tels que:
- a) la concertation et le plaidoyer, au niveau national et infranational, sur les réformes foncières et agraires et la promulgation de lois dans ce domaine;
 - b) la sensibilisation sur la question des droits des groupes marginalisés ou sur des thèmes prioritaires;
 - c) l'autonomisation et le renforcement des capacités de la société civile, en particulier des organisations paysannes, dans une optique d'amélioration de l'efficacité;
 - d) la mise à l'essai et la documentation, à des fins de plaidoyer, de modalités de garantie des droits fonciers;
 - e) la conception de mécanismes de solidarité en appui aux défenseurs des droits fonciers des OSC qui, de par leur travail, risquent d'être l'objet de violences et de violation des droits de l'homme.
12. Le programme, en plus d'affronter la question de la nécessité constante de la formulation de politiques foncières, privilégiera la mise en œuvre des politiques existantes. Les membres et partenaires bénéficieront d'un appui ciblé au plan géographique afin de pouvoir exploiter les possibilités d'impact direct (lois et politiques foncières récentes, soutiens au sein des gouvernements, etc.) ou de reproduire à plus grande échelle les interventions novatrices. Sur la base d'un éventail de critères convenus et en consultation avec les divisions régionales du

FIDA, la Coalition a sélectionné sept pays prioritaires (Bangladesh, État plurinational de Bolivie, Colombie, Niger, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Rwanda) parmi les 15 pays cibles retenus sur la base du cadre stratégique quadriennal de la Coalition.

13. **Composante 2.** Peser sur les processus et régimes fonciers d'envergure mondiale et régionale à l'appui de politiques et d'une gouvernance foncières favorables aux pauvres. Le programme entrera en prise avec les processus et systèmes mondiaux et régionaux afin de promouvoir la reconnaissance d'une gouvernance foncière favorable aux pauvres, et la mobilisation en sa faveur, pour que les populations locales puissent s'exprimer et se faire entendre sur la scène internationale:
- a) plaider en faveur de la protection et de la promotion des droits fonciers (conditions sine qua non pour la concrétisation d'objectifs de développement élargis) grâce à la participation à des initiatives et tribunes de portée internationale (notamment les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et de l'administration des autres ressources naturelles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], l'Initiative de l'Union africaine sur les politiques foncières, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [CCD], et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques [CCNUCC]);
 - b) amorcer un processus de concertation avec toutes les parties prenantes concernées – gouvernements, OSC et agences bilatérales et multilatérales – sur des thèmes névralgiques et nouveaux.
14. **Composante 3.** Mettre en place un réseau de connaissances de pointe sur la gouvernance foncière, afin de concourir à l'amélioration significative du suivi, du partage et de l'assimilation des savoirs dans le domaine foncier. Le suivi et l'évaluation de la situation en matière de gouvernance foncière ainsi que l'apprentissage collectif permettront de recueillir des éléments de preuve crédibles à des fins de plaidoyer:
- a) lancer et poursuivre le développement du Portail foncier en tant que source majeure d'informations sur la gouvernance foncière;
 - b) suivre la mise en place d'une base de données factuelles dans une optique de plaidoyer, notamment la mise à l'essai d'un indice de gouvernance foncière favorable aux pauvres qui sera utilisé pour un rapport mondial sur les terres;
 - c) analyser l'évolution du contexte mondial et les liens entre la terre et les principaux enjeux de développement;
 - d) appuyer l'identification, le partage et l'assimilation de bonnes pratiques en matière de gouvernance foncière.

IV. Produits et avantages escomptés

15. Les produits attendus sont les suivants:
- a) Composante 1:
 - Des partenariats en matière de gouvernance foncière sont forgés ou renforcés dans les pays cibles de la Coalition.
 - La mise en œuvre d'une politique foncière favorable aux pauvres est testée, documentée, partagée et adoptée.

Indicateurs de succès. Dans deux pays cibles au moins, les dispositions favorables aux pauvres dans le cadre de lois, politiques ou programmes fonciers nationaux sont renforcées; dans deux pays cibles au moins, la mise en œuvre de la politique foncière en vigueur est améliorée; le nombre de ménages (ventilation des

données par sexe) qui ont acquis des droits fonciers ou sont parvenus à les faire respecter dans le cadre des dix initiatives de terrain bénéficiant de l'appui direct de la Coalition (cible: 50 000 bénéficiaires).

b) Composante 2:

- La connaissance des questions foncières par les OSC, les organisations internationales, les gouvernements et les autres parties prenantes concernées s'est améliorée.
- Les processus mondiaux et régionaux mettent à profit les points de vue, savoirs et compétences techniques d'acteurs en général exclus de ces instances, et en tirent des informations utiles.

Indicateurs de succès. La contribution de la Coalition est évidente dans au moins trois politiques ou documents fonciers à l'échelle mondiale ou régionale. Notation positive s'agissant de la pertinence et de l'impact d'au moins trois concertations multipartites amorcées ou appuyées par la Coalition sur des questions d'actualité.

c) Composante 3:

- Mise en place d'une plateforme en ligne d'envergure mondiale, d'accès facile et conviviale afin de partager les informations foncières (Portail foncier).
- Avancées réalisées afin de combler l'écart entre niveau local et niveau universitaire en matière de recherche sur les questions foncières.

Indicateurs de succès. Le Portail foncier figure parmi les 10 premiers résultats lorsque l'on effectue une recherche, avec Google ou avec les principaux moteurs de recherche, sur des questions liées à la gouvernance foncière; augmentation de 30% du nombre d'accès et d'ouvertures de session au Portail; notation positive, par des experts éminents, de la contribution des publications de la Coalition en termes de savoirs; confirmation, par un échantillon de membres et de partenaires participant à des initiatives d'apprentissage collectif, du fait qu'ils mettent en pratique les connaissances acquises.

V. Modalités d'exécution

16. Le don sera géré conformément au Cadre opérationnel de la Coalition. Lors de sa réunion de décembre, le Conseil de la Coalition approuve le programme de travail et le budget provisoire annuels. Le Secrétariat facilite ensuite la planification détaillée des activités proposées, en consultation avec les divisions concernées du FIDA et les membres de la Coalition, afin de compléter les interventions des membres et de tenir compte de leurs priorités.
17. Au niveau régional, le Secrétariat est hébergé par des OSC régionales: Rwanda Initiative for Sustainable Development (RISD) à Kigali (Rwanda) pour le pôle Afrique; Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural à Manille (Philippines) pour le pôle Asie; et Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES) à Lima (Pérou) pour le pôle Amérique latine. Au fur et à mesure que les pôles régionaux renforceront leur gouvernance, l'assistance aux membres et la supervision des dons de faible montant – attributions qui relèvent du Secrétariat à Rome – seront déléguées aux coordonnateurs régionaux.
18. Toutes les activités décrites dans la proposition de don seront mises en œuvre par les membres et le réseau de partenaires de la Coalition, avec l'assistance fournie par le Secrétariat sous la supervision du Conseil de la Coalition. Le Secrétariat basé à Rome sera chargé d'encadrer et de coordonner l'exécution du programme.

VI. Coût et financement indicatif du programme

19. Le document EB 2006/89/R.36 (Plan du FIDA concernant ses relations futures avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre) fixe pour cible que 65% au moins du financement de la Coalition devrait provenir de sources autres que le FIDA¹. Depuis décembre 2008, la Coalition a atteint, voire dépassé, ces objectifs et est déterminée à aller de l'avant sur cette voie. Sur la base du budget de la Coalition approuvé pour 2011, la nouvelle contribution du FIDA devrait représenter 22% du budget annuel total de la Coalition et 18% de son budget administratif (accueil, rencontres liées à la gouvernance, personnel administratif et de programme, voyages et frais administratifs généraux). Ce pourcentage devrait diminuer d'ici à décembre vu que la Coalition poursuit son action de mobilisation de ressources tout au long de l'année.
20. En 2010, le Secrétariat de la Coalition a mobilisé de nouveaux fonds auprès des sources suivantes: Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), pour un total de 6 000 000 SEK, soit environ 808 000 USD, en appui aux activités de base de la Coalition pour 2010 et 2011; Agence norvégienne de développement international (NORAD), à hauteur de 3 000 000 NOK, soit quelque 474 000 USD, pour des activités liées à l'initiative de communication sur les questions foncières et à l'accès des femmes à la terre; Réseau Omidyar, association à but non lucratif basée aux États-Unis, pour un montant de 241 000 USD à consacrer essentiellement en 2010-2011 au Portail foncier dans le cadre de l'initiative de communication sur les questions foncières; Agence suisse de développement et de coopération (DDC) pour un montant de 175 000 CHF, soit environ 175 000 USD, pour l'initiative "Élargir la concertation sur les acquisitions foncières à grande échelle et leurs alternatives", entre octobre 2010 et décembre 2011.
21. En 2011, le Secrétariat continuera à coordonner les principales activités de mobilisation de ressources, à savoir l'identification de nouvelles possibilités de financement, la rédaction des propositions et des rapports, et les négociations avec les donateurs – existants et potentiels. La priorité ira à la garantie du financement de base du nouveau cadre stratégique. Une fois celui-ci officiellement approuvé, les négociations entre la Coalition et le Gouvernement des Pays-Bas et NORAD pourront débuter. Par ailleurs, des discussions avec les nouveaux membres et partenaires sont en cours en vue de l'élaboration de propositions conjointes.
22. En 2011, le Secrétariat de la Coalition poursuivra ses travaux avec les pôles régionaux et encouragera l'appel de fonds, tout en maintenant son rôle de soutien. Il faut noter que les membres apportent en général à la Coalition une contribution tant financière (cofinancement) qu'en nature. Après l'approbation de la politique relative aux contributions des membres en 2009, les membres de la Coalition ont, en 2010, versé pour la première fois une cotisation, 70% d'entre eux en espèces ou en nature. Les contributions sont pour les membres le moyen de manifester un sentiment d'appropriation et de mobilisation vis-à-vis de la Coalition et d'appuyer sa viabilité financière. Ce don du FIDA apportera sa contribution au programme de travail de la Coalition pour 2011, sur la base du budget ci-après. Un certain nombre de dépenses encourues par la Coalition en 2011, avant la signature de l'accord de don, peuvent être considérées admissibles aux fins du présent don, sous réserve de leur conformité au programme décrit ci-dessus.

¹ Page 5, paragraphe 22: "... le financement futur [du FIDA à la Coalition] dépendra de la réalisation des objectifs de cofinancement par d'autres donateurs, à savoir qu'à 24 mois, le cofinancement du budget global par ces derniers ne devra pas représenter moins de 65% des recettes nécessaires et la part dans ce montant des dépenses administratives être inférieure à 50%".

Ce Plan d'action, élaboré à la suite d'une évaluation externe de la Coalition demandée par le FIDA, était valable jusqu'en décembre 2008, date de signature d'un mémorandum d'accord entre la Coalition et le FIDA. La Coalition continue néanmoins d'aspirer à la viabilité et l'autonomie financières.

**Résumé du budget et du plan de financement
(en dollars des États-Unis)**

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Hébergement du Secrétariat de la Coalition	-	250 000
Planification de la gouvernance de la Coalition ^a	90 000	87 865
Dépenses administratives du Secrétariat	50 000	638 601
Personnel du Secrétariat pour les activités mondiales	130 000	597 906
Personnel du Secrétariat pour les programmes régionaux	100 000	249 607
Voyage et suivi-évaluation	40 000	97 015
Dons/activités au titre du programme	590 000	1 676 072
Total	1 000 000	3 597 066

^a Y compris l'Assemblée des membres de la Coalition 2011.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Secure and equitable access to and control over land for poor women and men	Percentage of farming rural households having access to tenure security (ownership rights, secure leaseholds agreement) in areas covered by ILC's land monitoring activities ; Reduction in the frequency, severity of land disputes in areas covered by ILC's land monitoring activities	Compilation of results of CSO-IGO monitoring activities (Land Watch; Observatories; World Bank's Land Governance Assessment Framework) Surveys and study reports on Impact Ad hoc expert task force's opinion/assessment (to be organized by ILC biennially)	
Objectives	1.influence formulation & implementation of national policy 2. Influence global & regional land-related processes and systems 3. Building the world's leading knowledge network on land governance	Number of ILC's target countries in which pro-poor provisions in national land law, policy or program are strengthened (target: 2); Number of ILC target countries in which the implementation of existing progressive land policy is improved (target: 2); Number of households (<i>gender disaggregated data</i>) that gained or protected their land rights as a result of ILC direct action on the ground (target: 50,000 households) Number of global or regional land related policy process or document in which ILC inputs are reflected in a discernable manner (target: 3); Positive rating of relevance and impacts of at least 3 multi-stakeholder dialogues initiated or supported by ILC on emerging issues . Land Portal appears as one of the 10 first results for searches on Google, and other major internet search engines for land governance related topics; Number of hits, log-ins to Portal increase of 30%; Sample of leading experts positively rate the knowledge contribution of ILC's publications (four out of five scale); Sample of member and partners attending collective learning initiatives confirm that they are using the knowledge acquired	Legislative and Legal Provisions National Programmes and Budget Monitoring government targets (i.e. Ministries, local authorities, national committees) Monitoring Media and other relevant group (Church, NGOs etc.) Progress and final reports of 25 supported actions Global Policies and Agreement Monitoring international targets Media monitoring Land Portal webpage Survey reports Expert task-force opinion/assessment	Focus countries enjoy a stable political environment necessary for land reform and implementation to proceed Land issues retain or gain in the level of interest in the global development agenda Interpretative barriers on concepts hold by ILC constituents 'sub-groups do not hinder the generation of "collective knowledge"
Outputs	Strengthened or initiated collaborative partnerships in focus countries Land Policies Implementation pilot tested, documented, shared and adopted CSOs, Int. Orgs, Govs and other actors have a better understanding of land issues Global and regional processes benefit from perspectives, knowledge and expertise from actors traditionally excluded World leading online platform to share land related information established Contributed to bridging the gap between grassroots, academic research	4 country-level collaborative partnerships Land watch/observatory (ILC's focus countries) Comprehensive country profiles (ILC's focus countries) 10 ILC supported direct interventions on the ground Number of events organized at national level to share results High rating by expert/interest group panel (4 in a scale of 5) of the relevance and significance of results of pilot interventions Number of global advocacy events organized and attended (panel discussions, side events etc.) Number of dialogues with key actors on emerging land-related issues (foreign investment in land, FPIC,	Progress and final reports from grant recipient Media clips Documenting and evaluation reports Proceedings and other documentation of workshops Trip reports by secretariat, regional coordinators members and partners web-statistics Survey of participants in training, learning routes and internship programmes Expert task-force	Members, partners and other relevant actors perceive the benefits of participating in the national dialogue higher than its costs. Local authorities and communities targeted remain receptive Appropriate inputs are provided in a timely and effective manner Government agencies remains committed to implement policies and laws

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p>etc.). High rating (4 in a scale of 5) by participants of the relevance and quality of ILC-facilitated events ILC inputs are reflected in a discernable manner in at least 5 global land related policy agreement processes Number of members and partners contributing to ILC consultations and involved in joint advocacy initiatives Number of members and partners attending international events Number of policy brief, declarations and policy papers resulting from ILC consultation Continuous expansion of Land portal including at least 25 baseline country profiles completed Land Portal appears as one of the 10 first results for web searches land governance related topics Number of hits, log-ins to Portal increase of 30% Increase Number of collaborative research on the ground on priority themes Collaborative research generates high-value knowledge products Increase in number of workshops and other knowledge sharing events 25% increase of members and partners attending collective learning initiative (learning routes, training of trainers etc.) Average high rating (4 out of 5 scales) of the quality of learning routes, training activities by beneficiaries Evidence of positive impacts of internship programmes Positive rating of knowledge sharing efforts</p>	<p>opinion/assessment Feedback from members and partners</p>	<p>International organizations working on development remains committed to include land issues in their policies International organisations remains open to include alternative voices in the consultations on policy formulation and implementation High heterogeneity of data do not impede the comparability of reports</p>
<p>Key Activities</p>	<p>1.1.1 Develop ILC National Engagement Strategies 1.1.2 Support national multi-actor dialogues 1.1.3 Raising public awareness 1.2.1 Empowerment & capacity building CSOs 1.2.2 Support Piloting and documenting 2.1.1 Initiating & coordinating multi-actor dialogues 2.1.2 Participation in international for a and initiatives 2.2.1 Facilitating consultations 3.1.1 Launch & further develop Land Portal 3.1.2 Monitoring land governance (Land Watches) 3.2.1 Collaborative research and 3.2.2 identification, sharing of good practices 3.3.3 Learning routes 3.3.4 training of trainers 3.3.5 Internship programmes</p>	<p>National strategy focal point organization Contracts for multi-stakeholder dialogue Regional coordinators Funding for 10 initiatives on the ground Funding for documenting and sharing results of pilots and other initiatives on the ground Inclusive dialogue coordinators Funding for participation in international fora Coordination of consultation at global and regional level Land Portal Coordinator hired Contracts for supporting monitoring activities at national and regional level Funding for collaborative learning initiatives Focal point organisations for learning initiatives Regional and global coordination</p>	<p>Donors retain interest</p>